



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2025- 23
du 16 JAN. 2025

mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter des dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy

Le Préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L.171-8-I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-DCAT-BEPE-40 du 20 février 2018 concernant les installations exploitées par la société SAFETY KLEEN sur le territoire de la commune d'ARGANCY ;

Vu le rapport du 15 novembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite réalisée le 24 octobre 2024 ;

Vu le courrier préfectoral et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 17 décembre 2024 pour observations éventuelles ;

Vu l'absence d'observation sur le projet d'arrêté de mise en demeure, dans le délai imparti ;

Considérant que lors du contrôle du 24 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'effectue pas annuellement une mesure de la concentration des polluants dans les rejets aqueux et que les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 susvisé ne sont donc pas entièrement respectées ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine." ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

A R R Ê T E

Article 1

La société SAFETY KLEEN, sise avenue Louis Blériot à Argancy (57190), est mise en demeure de réaliser, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, une mesure de la concentration des polluants dans les effluents aqueux avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, justifiant la conformité aux dispositions suivantes de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales du site :

Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)
pH	5,5 -8,5
Température	< 30° C
Hydrocarbures totaux	5
MES	100
DCO	300

»

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement grand est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAFETY KLEEN.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire d'Argancy.

A Metz, le

16 JAN. 2025

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Richard Smith

Délais et voies de recours

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

